



Front unique pour un programme de défense des travailleurs



Front unique pour un programme ouvrier	p 2
Relance industrielle : quand la CGT prend la défense du capitalisme français.....	p 6
Le revenu universel, un leurre	p 9
Les éléments de programme de Benoît Hamon ou les vieilles antiennes social-réformistes	p12
Le programme socialiste national de Mélenchon	p14
Le programme bourgeois de Macron	p16

Pour imposer une défaite des partis bourgeois aux élections (LR, FN, Macron), il faut imposer le Front unique sur un programme ouvrier

En 2012, suite aux puissantes mobilisations de 2010 de la classe ouvrière contre le plan retraite de Sarkozy, le rejet profond de la politique de l'UMP avait mis à l'ordre du jour la mobilisation de masse pour un autre gouvernement. N'ayant pu trouver d'issue politique immédiate la mobilisation de rue avait reflué et s'était reportée sur le terrain électoral.

Au lieu de répondre aux attentes des salariés, les gouvernements d'Hollande ont pendant 5 années géré les intérêts de la bourgeoisie et du capital, et interdit tout surgissement de la classe ouvrière sur son terrain de classe. Ils n'ont pu mener cette politique qu'avec la complicité des appareils syndicaux qui ont accepté le dialogue social puis morcelé les mobilisations pour interdire toute centralisation contre l'ensemble de la politique gouvernementale. Ces gouvernements de type front populaire ont donc pu jouer pleinement leur rôle de trahison des intérêts ouvriers.

Le PCF, le PG et les « frondeurs » du PS ont refusé d'ouvrir une perspective politique en termes de gouvernement alternatif. Alors que la politique d'Hollande et Valls attaquait les acquis ouvriers ils avaient la responsabilité d'appeler à la mobilisation aux côtés des centrales syndicales pour chasser ce gouvernement et mettre en place un nouveau gouvernement rompant avec le capital pour répondre aux aspirations des masses.

Mais davantage attachés à l'ordre bourgeois et aux institutions de la Vème République qu'aux intérêts des travailleurs, ils ont refusé cette politique de front unique, joué la division et impuissanté la classe ouvrière.

En 2015, la mobilisation contre la loi El Khomri a remis la question d'un autre gouvernement au centre de la situation politique. Mais le mouvement spontané de la classe a alors trouvé ses limites. Il n'a pas pu submerger le dispositif de front populaire et faute d'une perspective politique immédiate pour une alternative au pouvoir, il a reculé.

Le résultat en est une triple défaite pour les travailleurs : la loi est passée, le sentiment d'impossibilité de faire bouger les lignes par la mobilisation s'est renforcé, le dispositif de front populaire n'a pas été renversé

Le gouvernement a pendant ce quinquennat, et notamment pendant la bataille contre la loi travail, été très loin dans la prise en charge des intérêts de la bourgeoisie contre les travailleurs et la jeunesse : les lois anti-ouvrières (Macron, El Khomri, réforme territoriale ...), les mesures favorables au patronat (CICE, pacte de responsabilité ...), l'état d'urgence prolongé, la répression policière ... Tout cela pèse lourd et contribue à désorienter les travailleurs. C'est dans ce contexte que se déroule la campagne électorale pour les présidentielles.

Une bourgeoisie divisée

Le spectacle offert par LR embourbés dans des scandales de corruption et autres fausses factures est finalement typique et inhérent au fonctionnement de la Vème République. Alors que la fin du quinquennat de Hollande est marquée par le rejet massif de sa politique au profit du capital par les travailleurs, LR n'est pas capable d'utiliser cette situation pour s'imposer. Minée par ses divisions internes, la droite se déchire. Les raisons en sont diverses, et tiennent notamment aux intérêts divergents du capitalisme français face à la reconfiguration des impérialismes américain, allemand et russe, qui rendent sa position de plus en plus délicate. Le conflit syrien est l'exemple de ces divisions.

Pour autant le capital français ne semble pas prêt aujourd'hui à financer le FN et confier les rênes à Le Pen, dont le projet de sortie de l'UE serait financièrement catastrophique pour une grande part du capital financier. Cependant, le FN joue parfaitement son rôle d'aiguillon dans la collaboration de classes, en jetant une partie de la classe ouvrière blanche dans les bras des franges déclinantes de la bourgeoisie, il appuie notamment le soutien à l'appareil de répression militaire et policier qui ne cesse d'accentuer ses coups contre les classes populaires racisées et, de plus en plus, les militants ouvriers.

La candidature de Macron, à l'inverse, est portée de façon claire par le capital financier pour se substituer si besoin à l'appareil divisé de LR. Aussi il peut paraître surprenant qu'en dépit de son programme, qui constitue une attaque en règle de la Sécurité Sociale, du salaire différé, des fonctionnaires (et en fait de l'ensemble des salariés), certains parmi les salariés soient tentés d'utiliser le vote Macron pour faire barrage au LR et FN. Ce « vote utile » ne peut constituer un « moindre mal » puisqu'il est au contraire la certitude d'attaques majeures contre les travailleurs, mais il parvient à jouer ce rôle en l'absence de candidat ouvrier susceptible de rassembler toute la classe.

Un vote ouvrier en panne de candidat

La désignation de Hamon lors des primaires, dirigeant de la « gauche socialiste », représentant des « frondeurs » parlementaires, témoigne d'une recherche d'une fraction de la classe ouvrière de s'opposer à la politique du quinquennat de Hollande. Il reste pour autant un dirigeant social-démocrate dont la famille politique est incapable de gouverner en défense des intérêts des travailleurs. Les mesures qu'il avance en témoignent à l'image du revenu universel (voir les articles infra : revenu universel, le programme de Hamon).

Mélenchon peut capter des voix ouvrières qui veulent en finir et avec le Parti socialiste au pouvoir. Mais en créant le mouvement de la « France insoumise », il refuse de s'inscrire dans le camp des travailleurs pour pouvoir se placer comme l'ultime sauveur d'une bourgeoisie française en décomposition. Il œuvre contre le Front unique ouvrier et se moule dans les institutions de la Vème République bonapartiste.

Les dirigeants du PCF quant à eux, après avoir officiellement fait allégeance à Mélenchon, tangent entre lui et Hamon. Pendant 5 ans et notamment lors des mobilisations contre la loi El Khomri, ils ont tous refusé de tracer une perspective de prise du pouvoir immédiate, sur la base d'un front unique ouvrier incluant syndicats, collectifs populaires (type Nuits debout), mais aussi les organisations politiques du NPA, LO, PG, et frondeurs du PS pouvant s'opposer au gouvernement Hollande-Valls. Aujourd'hui ils ont beau jeu de se mouler dans le calendrier institutionnel des élections bonapartistes de la Vème République. Des initiatives diverses s'adressent aux deux candidats, pour qu'ils réalisent l'unité, ce que chacun a d'ores et déjà rejeté. La question centrale n'est pas tant celle d'un candidat unique, ou providentiel, mais bien celle du programme et de l'organisation politique qui le porte.

Des mobilisations éparses se font jour contre les conséquences des réformes bourgeoises du gouvernement Hollande : contre les fermetures d'hôpitaux dans la santé, contre la répression policière qui s'abat sur les populations - souvent immigrées- dans les quartiers, contre les plans sociaux dans les grandes entreprises, contre la pénurie de moyens dans l'Éducation nationale, contre la sélection à l'Université etc. L'enseignement du vote de 2012, nous fait dire qu'il ne suffit pas de désigner un président-Bonaparte à la tête des institutions bourgeoises de la Vème République pour que les choses changent, pour que les réformes anti-ouvrières soient abrogées. Face à l'impasse qu'offrent les partis ouvriers bourgeois, ouvriers par leur nature mais bourgeois car il respecte l'ordre capitaliste, beaucoup de travailleurs et de jeunes vont s'abstenir. Pour imposer une défaite aux partis bourgeois, LR, FN, Macron, il faut que la classe ouvrière impose le Front unique ouvrier pour opposer aux programmes de Hamon ou Mélenchon, un véritable programme de défense de la classe ouvrière qui rompe avec l'impérialisme français.

Mais ce programme contient forcément des revendications immédiates et des mesures en rupture avec le vieux monde, en rupture avec la bourgeoisie, des mesures qui s'inscrivent contre le mode de production capitaliste. Visiblement ce ne sont pas les Hamon ou autre Mélenchon qui entendent défendre un tel programme. Mais le problème majeur auquel nous sommes confrontés est l'absence d'un parti qui porte un tel programme.

C'est pourquoi, face à la décomposition des organisations traditionnelles et parce que le mouvement spontané ne peut pas résoudre seul la question du pouvoir, il faut construire ce Parti ouvrier révolutionnaire. Celui-ci chercherait également à fédérer des organisations révolutionnaires à l'échelle internationale. C'est à ce combat, que le groupe Révoltes entend participer à sa juste mesure. Pour l'heure, en l'absence d'un tel parti, cela implique que les salariés doivent se rassembler, s'organiser pour défendre leur programme. Ils doivent constituer des collectifs, s'organiser dans les syndicats, s'adresser aux partis qui se positionnent comme représentants des salariés pour imposer ce programme. Les partis et syndicats d'origine ouvrière doivent être contraints à réaliser un front unique pour rassembler la classe ouvrière pour la défense d'un tel programme.

C'est ce à quoi les militants organisés autour de ce bulletin tentent de contribuer par leurs interventions dans des collectifs (Nuits debout ...) ou dans les syndicats. En ce sens nous proposons à la discussion avec les salariés les éléments de programme suivants :

Pour un programme immédiat :

- A bas l'intervention impérialiste française, arrêt des frappes aériennes en Syrie et en Irak !
- A bas l'état d'urgence, à bas la loi sur la légitime défense et toutes les mesures de répression policières !
- Contre la précarité, un seul contrat le CDI ; pour la défense du Code du travail, abrogation de la loi travail
- Pour l'interdiction des licenciements, nationalisation des entreprises qui licencient ;
- Arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires ; pour la défense du statut des fonctionnaires, pour l'ouverture massive des postes aux concours pour éviter le recours aux contrats précaires, non à l'avancement unique, non aux primes de fonction et au mérite, abrogation du PPCR et du RIFSEEP.
- Abrogation de la réforme territoriale, de la loi NOTRé, non aux fusions de collectivités
- Contre les regroupements des établissements hospitaliers, pour l'ouverture de lits répondant aux besoins, abrogation du plan Hôpital, de la loi Bachelot
- Non à l'autonomie des établissements de l'Éducation Nationale, à bas la réforme des rythmes scolaires, pour la création massive de postes statutaires dans l'Éducation Nationale !
- Non au revenu universel ! Fin des exonérations de cotisations patronales et leur augmentation pour combler le déficit de la Sécurité sociale ; maintien du salaire tout le temps du chômage ; indexation des allocations et des salaires sur le coût de la vie ; allocation d'étude universelle pour tous les étudiants, apprentis, jeunes chômeurs
- Retour à la retraite à 60 ans et aux 37.5 ans de cotisation avec une pension calculée sur la meilleure année
- Formation professionnelle payée à 100% par les patrons

- Pour la suppression du CICE et augmentation de l'impôt sur les sociétés et de solidarité sur la fortune (ISF)
- Pour la suppression de la CSG
- Pour la progressivité de l'impôt (augmentation du nombre de tranches), contre le prélèvement à la source
- Pour un plan massif de constructions logements sociaux
- Accueil des migrants, ouverture des frontières, droit d'asile illimité

Pour un programme transitoire

- contre le chômage, répartition des heures de travail en fonction de la population active = échelle mobile des heures de travail
- contre la vie chère, indexation des salaires et allocations sur le coût de la vie = échelle mobile des salaires
- Non à la cogestion patronale ; gestion des caisses de Sécu et de chômage par les seuls représentants des salariés, dehors les représentants du patronat
- Annulation de la dette
- A bas l'Union Européenne capitaliste ; pour une rupture ouvrière avec l'UE et avec l'Euro et pour aller vers la construction des États-Unis socialistes d'Europe
- A bas la Vème République ; A bas la fonction présidentielle, tout le pouvoir à l'Assemblée des représentants élus par les travailleurs ; suppression du Sénat
- Retrait des troupes militaires d'Afrique, du Moyen-Orient, pour le droit inconditionnel des peuples à disposer d'eux-mêmes



Relance industrielle : quand la CGT devient fer de lance de la défense du capitalisme français

Au nom de la défense de l'emploi la CGT met en place une campagne pour la relance industrielle.

Cette campagne est nommée « campagne pour la reconquête et l'avenir de l'industrie française » (sic !) La confédération relie celle-ci à sa campagne sur le « coût du capital ». De son aveu les deux sont liées. De même celle sur les 32 heures.

Il est donc difficile de tenter de démonter l'une sans démonter l'autre et finalement il est plutôt facile en montrant la fourberie de l'une de démonter l'ensemble.

Pour la confédération il s'agit « d'associer les salariés à faire émerger des projets en lien avec les structures syndicales locales (UL – UD ...) ».

Au nom donc de la défense de l'emploi le projet CGT est d'aider au développement de filières, comme par exemple la filière hydrogène à Pau et Dunkerque, la filière bois ... ou d'éviter la fermeture de sites.

Les assises qui devront se tenir le 22 février doivent donner de la lisibilité aux projets afin de travailler en cohérence sur l'ensemble du territoire national et éviter de se retrouver en concurrence sans le vouloir. C'est aussi méconnaître la concurrence à l'échelle européenne et mondiale.

Dans une Tribune au Monde du 17/01/2017, le secrétaire général Gérard Martinez, aux côtés de JC Mailly et de Bernard Thibault s'est associé avec Arnaud Montebourg, Coquerel et Généreux du Parti de gauche de Mélenchon, de Pierre Laurent du PCF et Gaëtan Gorce, sénateur PS pour défendre « l'industrie ». Les auteurs veulent entériner le « compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible ». Ils prônent le développement des activités productives au lieu de défendre la force de travail des ouvriers.

On est en plein dans la cogestion capital / travail.

La CGT et FO jouent les VRP, les entrepreneurs du capital et entendent aux côtés du PCF et du PG et d'une partie du PS que les salariés appuient une telle démarche.

La question oubliée semble bien celle de : à qui profite le crime ? Qui s'acharne au travail, est exploité car il n'a que sa force de travail à vendre, et qui encaisse la plus value ?

La confédération évite soigneusement ce terrain. Comment ? Elle explique que sa démarche serait à contre courant du cadre de réflexion dans lequel on voudrait l'enfermer, celui du coût du travail.

Selon elle, sa position s'oppose à l'idéologie dominante pour qui « *le coût du travail, soi-disant (sic !) entraverait la compétitivité de notre industrie* ». C'est ce « soi-disant » qui pose problème.

Dans quel monde vivent les bureaucrates de la CGT ?

Le capitalisme fonctionne sur la base de l'exploitation de la force de travail (physique ou intellectuelle), qui est une marchandise. En effet, le capitaliste ne paie pas entièrement à l'ouvrier la totalité de la valeur qu'il produit et empoche le surplus, déduction faite des frais nécessaires à la reproduction de la force travail (qui comprend la nourriture, le logement, le renouvellement de la main d'œuvre). Ainsi, le prix d'une marchandise comprend :

- le coût du capital nécessaire à sa fabrication,
- le salaire de l'ouvrier qui lui permet de subvenir à ses besoins mais pas de se payer entièrement le produit qu'il vient de produire,
- la plus-value confisquée par le patron



Ce mode de production et de domination de la classe bourgeoise sur la classe ouvrière perdure depuis plus de 250 ans ! Force est de constater que nous n'avons pas changé de système de production ni d'exploitation. Seulement, la production manufacturière a été délocalisée dans des pays où la main d'œuvre était moins chère, en Asie, en Europe de l'Est, en Amérique latine ou en Afrique. Toute réindustrialisation en France et en Europe ne peut que se traduire par une baisse généralisée de la valeur de la force de travail, donc des acquis ouvriers.

La direction de la CGT refuse de s'attaquer à cette exploitation et propose ni plus ni moins de participer à cette exploitation en prônant la collaboration de classes.

Elle laisse croire que c'est la financiarisation de l'économie et le coût du capital qui font que les investissements reculent. Or, c'est bien le coût du travail, plus élevé en France qu'en Chine ou qu'au Maghreb, fruit de combats ouvriers, qui pousse les patrons à délocaliser la production.

Mais il faut être clair, dans le système de production capitaliste, c'est la recherche du profit le moteur de l'économie. Nos capitalistes ne sont pas des philanthropes. S'ils choisissent d'investir c'est dans l'espoir de dégager une plus value. Cette plus value est en dernière analyse issue uniquement de l'exploitation salariale. C'est le travail salarié qui produit la valeur. Le produit du travail (marchandise) ne crée la plus value que s'il trouve acquéreur.

Aussi un capitaliste raisonnablement pas trop suicidaire va veiller à investir dans une industrie que s'il a des garanties raisonnables de réaliser une plus value ou un profit plus important que ce que son précédent investissement ne lui rapporte. Il s'agit donc pour lui de s'assurer d'un coût de production permettant de fabriquer une marchandise qu'il pourra revendre sans être balayé par la concurrence nationale et internationale.

Aussi le coût du travail est une réalité pour le capitaliste. Il est dommage que la CGT n'en ait pas conscience ou feigne de l'oublier. Non pas pour faire baisser le coût de la force de travail mais pour lutter contre l'exploitation salariale pourtant encore inscrit comme objectif dans ses statuts.

La confédération préfère « *travailler les projets au plus près des besoins des populations, dans le respect de l'environnement* », c'est son concept de « *développement humain durable* ». L'aspect environnemental serait un moyen de relocaliser des activités.

Là encore ... pas dans le monde capitaliste !

« *Relocaliser permettrait à certains territoires de retrouver une vitalité économique* ». Vitalité au profit de qui ? Des ouvriers contraints de travailler 8 heures durant sur leur machine ou sur leur bureau, enchainant pour beaucoup des contrats précaires, travaillant la nuit ou les dimanches ? A qui profiterait cette « vitalité » ???

La campagne pour les 32 heures est un leurre. A l'heure où le patronat, via les accords de maintien de l'emploi, augmente le temps de travail des salariés sous la menace de licenciements, les repassant bien souvent à 39H avec maintien d'un salaire pour 35H, revendiquer 32H est un moyen de ne pas s'opposer à ces accords ni véritablement aux licenciements. La CGT devrait mener une campagne pour l'interdiction pure et simple de tous les licenciements.

Dans certains pays nordiques les 32h œuvrent même à l'accroissement de la productivité du travail, puisqu'avec la robotisation, les travailleurs produisent plus en moins de temps. L'accroissement de la productivité fait le bonheur des patrons.

La cogestion, la participation des salariés aux décisions des entreprises, dans les comités d'entreprise, dans les conseils d'administration ne fait que brouiller les cartes. On associe les ouvriers à leur propre exploitation, comme dans les SCOP. Mais au final, c'est le propriétaire du capital qui est maître des investissements et qui empoche la plus-value extorquée. Dans les SCOP, le salarié est autant salarié que capitaliste mais c'est son hémisphère droit capitaliste qui exploite l'hémisphère gauche salarié ! Cet individu n'est propriétaire qu'à moitié et exploite son autre moitié.

Alors quitte à changer les choses, mieux vaut exproprier et collectiviser les moyens de production, au service de la satisfaction des besoins humains ! Ce sera sinon plus simple à mettre en œuvre, au moins plus clair comme objectif pour l'humanité.

Revenu universel, un leurre

Certains candidats à la présidentielle ont relancé l'idée de mettre en place un revenu universel (RU), qui s'appliquerait à un public variable selon les candidats, et dont chacun propose un financement différent.

Cette proposition peut paraître séduisante au premier abord pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi. Pourtant elle reçoit des soutiens qu'on pourrait croire inattendus d'une partie du patronat français. Ainsi l'ancienne présidente du MEDEF, Laurence Parisot, trouve l'idée d'un revenu universel « à creuser ». Et ces grands patrons ne s'y trompent pas. Ils voient dans cette proposition bien des opportunités.

Les promoteurs du RU semblent effectivement oublier le fonctionnement du système de production capitaliste.

La CGT publie dans son journal Options du mois d'octobre 2016 une analyse de Thomas Coutrot présenté comme économiste et membre du conseil scientifique d'ATTAC. Il pose la bonne question : « *de quelle manière peut se créer la valeur économique qui peut être distribuée monétairement si elle ne vient pas du travail ?* » Il dénonce les partisans du RU qui proposent de tirer cette valeur des machines, des réseaux, de la spéculation, de la création de monnaie par la Banque centrale ... ce qui est selon lui « *une mystification complète* ».

Il explique aussi que les militants pour un revenu universel détournent les travailleurs de la lutte pour d'autres rapports de production. Ainsi dit-il : « *Pourquoi se battre contre la précarité, pour la réduction du temps de travail ou la transformation des organisations du travail quand on a décrété la fin du travail ?* »..

Son analyse est pertinente et se fonde sur une grille de lecture marxiste de ce qu'est l'exploitation salariale et la place du travailleur dans le système de production capitaliste.

En effet les problèmes posés par la mise en place du revenu universel sont multiples mais sur le plan d'une analyse de classe, c'est la négation de la réalité économique du capitalisme.

Le travail est le seul moyen de produire de la valeur pour le capital.

Le capitalisme fonctionne sur la base de l'exploitation de la force de travail (physique ou intellectuelle), qui est une marchandise. En effet, le capitaliste ne paie pas entièrement à l'ouvrier la totalité de la valeur qu'il produit et empoche le surplus, déduction faite des frais nécessaires à la reproduction de la force travail (qui comprend la nourriture, le logement, le renouvellement de la main d'œuvre). Ainsi, le prix d'une marchandise comprend le coût du capital nécessaire à sa fabrication, le salaire de l'ouvrier qui lui permet de subvenir à ses besoins mais pas de se payer entièrement le produit qu'il vient de produire et la plus-value confisquée par le patron.

Le travailleur va par exemple pouvoir subvenir à ses besoins au bout de 4h de travail alors qu'il travaille 8H. Le patron va donc monétiser 4H de travail non payé au travailleur et qu'il empoche sous forme de profit.



Engels explique ainsi l'apport fondamental de K. Marx qui démontre comment fonctionne le système de production capitaliste, d'où vient l'exploitation, ce qu'est la plus value :

« Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitalisme paie la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle ; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée. »

Le financement du revenu universel est donc une question importante. Dans une société non débarrassée du parasitisme capitaliste, où la plus value est absorbée par la poignée de capitalistes qui exploite le travail, il ne peut y avoir de financement miracle, en dehors de la valeur de la force de travail.

Les candidats promoteurs du revenu universel entament là la grande pirouette, la grande arnaque. Les propositions de revenu universel ont au moins toutes ce point commun : le financement ne se ferait pas sur le travail, sur la base de cotisations, payées à la fois par le salarié et par l'employeur.

Toutes les propositions redoublent d'imagination pour trouver un financement a priori alléchant mais économiquement aberrant (taxer les robots, faire tourner la planche à billets ...).

La palme revient toutefois à ceux qui prônent un financement sur la base de la fusion des prestations sociales pour un RU versé qu'aux personnes majeures de plus de 18 ans. Ainsi lorsque les allocations et aides diverses auraient toutes fusionné dans un RU (fixé à quelque 700 ou 800 € par mois) une famille monoparentale avec des enfants mineurs se verrait créditer de 800 € par mois pour solde de tout compte, sans autres allocations ni familiale, ni au logement ...

Rappelons aussi que les prestations sociales sont pour bonne part issues des caisses de la sécurité sociale. C'est le cas des allocations familiales, des allocations logement par exemple. Les caisses de sécurité sociale sont alimentées par le salaire différé des travailleurs. Cet argent n'appartient en aucun cas à ces messieurs capitalistes et ils ne peuvent donc pas en disposer à leur guise même s'ils rêvent devant ce trésor de 1000 milliards d'euros, les yeux ébahis et la bave aux lèvres.

Cet argent n'appartient qu'aux seuls salariés qui l'ont collectivisé pour répondre à une solidarité ouvrière. Il n'appartient pas à l'État, ni au gouvernement ni au patronat.

Ajoutons enfin que sous prétexte de revenu universel, le patronat, comme l'État employeur d'ailleurs, rêve déjà de pouvoir baisser les salaires des actifs.

Aussi, nous militants communistes, nous avançons les mots d'ordre suivant :

- **A bas toute forme de revenu universel !**
- **Pas touche à l'argent des caisses de sécurité sociale ! Retour à une gestion purement salariale des caisses de la Sécu**

Pour lutter contre la misère, la précarité, il faut un travail pour tous. Pour cela nous disons :

- **Interdiction des licenciements ! De tous les licenciements !**
- **Un seul contrat, le CDI**
- **Échelle mobile des heures de travail (répartition du travail entre la population active) !**

Nous portons ces revendications aux centrales syndicales ouvrières, CGT, FO, mais aussi la FSU, Solidaires. Nous leur disons reprenez ces revendications, et portez les auprès des travailleurs et organisez des meetings, rassemblements pour les imposer dans le cadre des prochaines élections présidentielles : pour empêcher le retour des partis bourgeois (LR, FN, Macron), il faut un seul candidat représentant l'ensemble de la classe ouvrière et toutes les organisations ouvrières pour défendre nos revendications.



Les éléments de programme de Benoît Hamon ou les vieilles antennes social-réformistes

Benoît Hamon représente « l'aile gauche » du Parti socialiste. Il a dirigé les MJS pendant de nombreuses années. Sa désignation à la Primaire socialiste témoigne de la recherche d'une partie de militants socialistes mais aussi de salariés de se doter d'un outil pour empêcher les dirigeants du PS de continuer de mener une politique pro patronale à l'image de ce qu'a produit le quinquennat de Hollande.

Il exprime aussi leur volonté d'empêcher le retour des partis bourgeois au pouvoir, LR ou FN. De ce fait ce vote n'est pas un vote d'adhésion au programme de Hamon.

La survie du PS en tant que parti d'origine ouvrière que les masses ont utilisé régulièrement sous la V^{ème} République contre les partis bourgeois, était un des enjeux de la période. L'option Valls aurait signifié la liquidation du parti sur la « droite ». Cela dit, le vote Hamon ne signifie pas que le PS soit de ce point de vue définitivement sorti d'affaire.

Pourtant ce vote est également emprunt d'illusions notamment quant à la possibilité que le PS défende un programme satisfaisant les intérêts des travailleurs par un simple bulletin de vote.

Les éléments de programme connus ne remettent pas en cause le système capitaliste mais font croire que les salariés vont gagner en pouvoir d'achat sans trop prendre aux capitalistes. Il encourage également clairement la collaboration de classe.



C'est pourquoi, les travailleurs doivent lui opposer un programme de défense de la classe ouvrière et non de compromis de classe avec le patronat.

- le revenu universel est un leurre pour les travailleurs (cf article) car il ouvre la porte à la remise en cause du financement de la Sécurité sociale par le salaire différé (la différence entre le salaire brut et le salaire net constitue le salaire socialisé assurant la solidarité)
- l'augmentation des minimas sociaux ne doit pas seulement être de 10 % comme l'annonce Hamon mais les minimas sociaux comme les salaires doivent être annexés sur l'inflation

- l'abrogation de la loi Travail et la réduction du temps de travail annoncées par Hamon doivent non seulement être effectives mais doivent remettre en cause également l'annualisation et la flexibilité du temps de travail des lois Aubry
- les « nouveaux droits » pour les salariés avancés par Hamon ne doivent pas signifier l'accentuation de la cogestion (meilleure représentation dans les instances de direction, "droit de veto" aux représentants des salariés sur les décisions stratégiques dans les comités d'entreprise des grandes sociétés de plus de 2 000 salariés, représentation des représentants des salariés dans les conseils d'administration ...) qui ne servent qu'à renforcer la bureaucratie syndicale et in fine à maintenir l'exploitation capitaliste
- la "taxe sur les robots" pour financer la protection sociale occulte le fait que c'est le travail qui produit de la valeur et qui est extorquée par le patron. Taxer les robots c'est indirectement taxer les travailleurs. La protection sociale doit donc être financée par les cotisations patronales qui doivent être augmentées si besoin
- la modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction "*de la part de bénéfices réinvestis*" masque le fait que les bénéfices sont réinvestis quand le profit espéré par la capitaliste est plus grand. L'IS ne peut donc être modulé en fonction de ce critère mais doit être augmenté.
- le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) qui est un cadeau éhonté fait au patronat doit être supprimé et non "conditionné à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès écologiques, et d'une réduction du temps de travail"
- la promesse faite aux artisans pour avoir la même couverture que les salariés amenuise le financement de la Sécurité sociale, conquête des travailleurs arrachée au patronat car c'est le régime général des travailleurs qui couvrira les besoins de la caisse des artisans et professions libérales alors même que leurs revenus sont également tirés de leur capital
- la fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG, loin de supprimer la CSG injuste pour les travailleurs, l'entérine. Il faut renforcer la progressivité de l'impôt sur les revenus (et abroger le prélèvement à la source qui mène à la fusion IR / CSG). Il faut supprimer la CSG, augmenter les cotisations patronales pour financer la Sécu et augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu en augmentant le nombre de tranches d'imposition, dont les taux doivent être plus proportionnels aux revenus
- la fusion de la taxe foncière avec l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) tend à dissoudre l'ISF dont le seuil et le taux doivent être augmentés
- ce n'est pas un moratoire sur le Pacte de stabilité ni l'annulation de la dette accumulée depuis 2008 par les pays européens les plus endettés qu'il faut imposer mais l'annulation de toutes les dettes des États

Programme économique et social de Mélenchon

On peut qualifier le personnage et son programme de nationaliste chauvin, d'opportuniste et de populiste mais en aucun cas de socialiste.

Socialiste est un mot qu'il exècre depuis qu'il a quitté le PS après 30 ans d'une brillante carrière de sénateur et de sous ministre (et après 10 ans d'AJS/OCI/PCI, quand même, où il avait reçu une solide formation comme l'a rappelé Cambadélis). Mais en 1977, il dit avoir été séduit par le Programme Commun et par la personnalité de Mitterrand, une de ses idoles.

Il est pour une république parlementaire et un ami des peuples, quel que soit leur gouvernement (« je me fiche de qui le dirige ») !

Il commence son ébauche de programme par : « *nous n'avons pas de baguette magique. Il ne s'agit pas d'atteindre un monde parfait en cinq ans. Réveillons juste nos sentiments humains* » : la messe est dite !

Il a proposé 7 pistes qui doivent faire l'objet d'élaboration de 42 livrets (5 sont aujourd'hui achevés...) sur une foulditude de sujets ... pour noyer le poisson :

- la révolution citoyenne ou ère du peuple
- partager autrement les richesses
- investir pour changer la manière de produire et de consommer = planification écologique
- sortir des traités européens (sortir de l'UE, de la zone euro ?) pour devenir souverains, indépendants de la Commission européenne et de la grande coalition allemande
- ne plus être à la remorque des folies impériales des États-Unis et de l'OTAN, mais agir dans le cadre de l'ONU aux côtés des pays émergents et des peuples francophones (?) d'Afrique = françafrique ?
- atteindre de nouveaux progrès humains (santé, culture, éducation, sciences, sports) pour des « bonheurs simples » ...
- la France a la responsabilité de développer la maîtrise des espaces maritimes et spatiaux

Quid de partager autrement les richesses ?

Il faut protéger les salariés de la finance et la production en France, révolutionner les impôts pour que tout le monde paye selon ses moyens réels.

Ces propositions sont considérées par le PCF comme un net recul par rapport au programme « L'Humain d'abord de 2012 » et les qualifie de programme social-démocrate... Désaccord sur le montant du SMIC, sur la lutte contre le chômage : Mélenchon parle « d'éradiquer la précarité par le plein emploi », y compris par « un droit opposable à l'emploi », faisant de l'État l'employeur en dernier ressort – ce qui rappelle selon le PCF les ateliers nationaux de 1848.

Divergences aussi sur la réforme fiscale puisque JLM propose « la transformation de la CSG et de l'impôt sur le revenu en un nouvel impôt sur les revenus pour financer la Sécu et les services de l'Etat ». Le budget de la Sécu serait donc totalement intégré au budget de l'État. Mais aussi sur la question du nucléaire que JLM se propose d'abandonner.

Divergences aussi sur la question des pouvoirs sur les entreprises et la banques : pour le PCF, il faut que les salariés puissent contester les décisions patronales au sein de l'entreprise en imposant les « propositions positives des salariés » sans que la question de la propriété soit posée. JLM abandonne cette idée au profit d'un contrôle par l'État. Dans les 2 cas se ne sont pas les travailleurs qui pourtant produisent la valeur, la richesse, qui prennent le contrôle, contrôle qui nécessite l'expropriation des moyens de production.

Mesures proposées par JLM : lutte contre l'évasion fiscale – instauration d'une taxe sur les transactions financières, création d'un pôle public bancaire – interdiction des licenciements boursiers – limitation des rendements actionnariaux exorbitants – séparer les banques d'affaires et des banques de dépôt

Mais là encore pas l'ombre d'une remise en cause de la propriété privée des moyens de production par nationalisation ou expropriation. Ce programme ne modifie en rien les rapports sociaux de production JLM aurait dit ! (article de presse de septembre 2016) : *« vendredi 9 septembre, je suis allé à un truc qui s'appelle Produire en France ... Moi, j'ai dit aux patrons qui étaient là "pour tenir les comptes de vos entreprises, vous êtes assez grands, sinon, ce n'est pas les peine de faire patron. Mais moi je vais vous dire ce dont les pays a besoin. Est-ce que vous êtes capables de prendre votre place là-dedans ? ... Moi je vous donne de la visibilité, je vous donne de la stabilité et de la sécurité »*

Ce faisant il rassure déjà les patrons qu'ils n'ont pas grand chose à craindre, en tous cas pas de perdre la propriété privé de leurs usines, leurs poules aux œufs d'or. En outre, il garantit aux patrons l'ordre social !

JLM préconise la sortie de l'Europe, de l'euro, sources de tous les maux mais rien contre les marchés financiers, les banques, les compagnies d'assurances, les fonds de placement, les multinationales – Il prône le protectionnisme se plaçant en défense des intérêts de la bourgeoisie française. Pour lui, la France doit avoir un rôle moteur en Europe contre le « bloc allemand » sans aucune perspective de luttes communes des peuples européens contre la finance.

JLM tourne le dos au Front Unique dans une démarche plébiscitaire, ne remettant en cause ni le mode de production capitaliste ni la domination politique de la bourgeoisie. Son programme et sa candidature constituent un obstacle supplémentaire au combat pour l'émancipation de la classe ouvrière.



Le programme bourgeois de Macron

Macron est désormais désigné comme candidat d'une partie de bourgeoisie.

Au-delà de l'engouement médiatique, son programme ou, plutôt, ses pistes de réflexion, non chiffrées, peu élaborées, ne peuvent que susciter des inquiétudes pour les travailleurs.

Macron entend très clairement remettre en cause la Sécurité sociale, le salaire différé, pour le plus grand profit des patrons.

Par un système de saupoudrage, il tente de s'attirer les suffrages du plus grand nombre.

Ainsi, il annonce :

- Déterminer la durée du travail en fonction de l'âge. Est ce que les jeunes en travaillant plus gagneront plus? Et les "vieux" seront au chômage?
- Une retraite à la carte. Qui décidera? Des accords d'entreprise?
- Une augmentation des salaires nets par suppression des cotisations salariales. Ce qui signifie des cadeaux aux patrons, l'augmentation de la CSG et la fiscalisation de la Sécurité Sociale ce qui signifie la liquidation de la Sécu. Donc encore une fois, ce sont les salariés qui payent
- Le droit au chômage pour les travailleurs indépendants, c'est-à-dire pour les commerçants, les artisans, les professions libérales, et auto entrepreneurs. En fait, il s'agirait de faire bénéficier ces professions du régime général alors qu'ils bénéficient déjà du RSI dont les cotisations, (cf C ECKERT), sont inférieures à celles des salariés. Le RSI bénéficie déjà de la solidarité nationale: 11 milliards encaissés, 17 milliards redistribués. Ceci est à rapprocher avec son projet de "NATIONALISATION" de l'UNEDIC, en d'autres termes, mettre à bas tout le système social en le plaçant sous la coupe de l'État.
- L'autonomie des établissements dans le primaire sous la coupe des élus locaux et des chefs d'établissement et fin de l'Éducation Nationale ; la réforme de la carte scolaire Une façon de nier les besoins de l'Éducation Nationale tout en promettant la lune car les établissements les plus convoités resteront réservés à une élite
- La suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages !!! Dès lors, quelles ressources pour les communes ou qui paiera? Que le système de la taxe d'habitation soit injuste, nul ne le niera, quant à la supprimer !!!
- Moralisation de la vie publique: formule creuse, bien venue en ces temps de tous pourris
- Suppression de l'impôt sur le capital avec la suppression de l'ISF
- L'unification des régimes de retraite sous couvert de mettre fin aux inégalités. En clair, suppression des régimes de retraite particuliers, sans avantage pour les autres régimes

En définitive, Macron, chantre du libéralisme tente de rassembler la droite, le centre et la "gauche" socio-démocrate avec un programme clairement bourgeois. Il fait ainsi exploser le PS sur sa droite.

Il faut lui faire barrage comme au candidat LR et FN.

